



Cher lecteur, Intéressé par un article en particulier ? Cliquez directement dans le sommaire sur l'article et vous serez envoyé automatiquement vers la page dédiée à cet article. Afin de revenir vers le sommaire cliquez sur « Retour au sommaire » mentionné à la fin de chaque article.

SOMMAIRE

GÉOPOLITIQUES	2
1- Sommet d'Helsinki : un tournant pour les relations russo-américaines ? (IRIS, le point de vue de Jean de Gliniasty)	2
2- Europe, désir de durer, incapacité d'agir (Télos, Jean-Louis Bourlanges, Elie Cohen)	3
3- Trump veut une alliance stratégique au Moyen-Orient contre l'Iran (L'Orient le Jour, Reuters)...	4
 DÉFENSES	 6
1- Mesures d'organisation et d'adaptation de la défense 2019 (Défense.gouv.fr, dossier de presse).....	6
2- En 2019, la marine nationale va gagner sept équipages et en perdre cinq (OPEX 360, Laurent Lagneau).....	7
3- Sentinelle : protection renforcée pour le festival « Les Nuits de Fourvière » à Lyon (Défense, actualités)	7
 ÉCONOMIES	 9
1- Le PIB français stagne à 0,2% au deuxième trimestre, pénalisé par les grèves (La Tribune).....	9
2- L'ONG Greenpeace, impliquée dans la guerre économique ? (Infoguerre, Thibault Kerlirzin)..	10
3- L'Inde cherche des pièces dé-tachées pour faire voler ses vieux avions Jaguar (OPEX 360, Laurent Lagneau).....	11
4- Renouvellement des missiles d'interception de combat et d'autodéfense (MICA) (Défense, DICOD, Asp Genua Melissa).....	11

GÉOPOLITIQUES

1- Sommet d'Helsinki : un tournant pour les relations russo-américaines ? (IRIS, le point de vue de Jean de Gliniasty)

Donald Trump et Vladimir Poutine se sont rencontrés lundi dernier pour leur premier sommet bilatéral à Helsinki en Finlande. L'événement était fortement attendu afin de renouer les relations entre les États-Unis et la Russie, « au plus bas niveau historique » selon le président américain. Du dossier ukrainien au projet russe Nord Stream 2, en passant par les sanctions commerciales américaines, de nombreux dossiers attisent les tensions entre les deux pays. L'analyse de Jean de Gliniasty, ancien ambassadeur en Russie et directeur de recherche à l'IRIS.

Que doit-on retenir de la rencontre entre Vladimir Poutine et Donald Trump ? Était-elle historique ?

L'avenir dira si cette rencontre peut être jugée historique. La volonté de Donald Trump de se donner une marge de manœuvre afin de relancer les relations avec la Russie a permis la tenue de leur premier sommet bilatéral. Depuis l'affaire des accusations d'ingérences russes dans les élections présidentielles américaines, les relations entre les deux pays étaient dans une impasse totale sur une grande partie des dossiers. Le contexte intérieur ne permettait pas à l'administration américaine d'entamer une reprise de dialogue, et sa capacité de négocier était fortement réduite. Cette relation, malgré la méfiance réciproque, est indispensable pour la stabilité du monde. La question est de savoir si cette rencontre entre Donald Trump et Vladimir Poutine donnera des résultats, il est encore trop tôt pour le dire, surtout que l'essentiel de la rencontre a eu lieu en tête à tête. Il n'est en tous cas pas certain que le président américain ait obtenu l'espace de manœuvre qu'il souhaitait dans sa relation avec la Russie. En effet, les prises de position de Donald Trump lors du sommet ont suscité des réactions hostiles du côté américain, y compris de la part de ses alliés républicains, ce qui pourrait ralentir une reprise saine du dialogue avec Moscou.

Quels ont été les principaux sujets discutés durant la rencontre ? Qu'en est-il de la question militaire ?

À la veille du sommet à Helsinki, les deux pays s'étaient accordés pour aborder l'ensemble des sujets les concernant, de la sécurité à la politique extérieure en passant par les sanctions commerciales. Dans un contexte où les relations américano-russes sont dans l'impasse, les discussions entamées durant le sommet nécessiteront d'être poursuivies. La politique étrangère des deux États a été l'une des thématiques discutées durant la rencontre. Concernant l'Ukraine, les possibilités de manœuvre sont réduites, la position russe étant focalisée depuis de nombreuses années sur l'annexion de la Crimée. Toutefois, un point de rencontre s'est établi sur le dossier syrien, concernant la sécurité d'Israël à laquelle tant les Américains que les Russes sont attachés. Cela pourrait donner lieu à une sorte d'accord avec l'objectif d'écarter les forces iraniennes positionnées aux frontières israéliennes. Concernant l'Iran et l'accord nucléaire, la possibilité de négociation est très limitée. Le porte-parole de Vladimir Poutine, Dmitri Peskov, avait déclaré à la veille de la rencontre que ce dossier serait l'un des plus difficiles, l'Iran étant

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 68

un important partenaire de la Russie en matière de coopération économique et politique, ce qui n'est pas le cas des États-Unis. La question primordiale des sanctions commerciales a vraisemblablement été également à l'ordre du jour. En effet, la précarité instaurée par la loi CAATSA (« contre les adversaires de l'Amérique ») par le gouvernement Trump - visant à punir la Russie pour ses interventions militaires extérieures - impacte les relations commerciales avec Moscou. De plus, l'*executive order* du mois d'avril 2018 permet au pouvoir exécutif américain de décider si une transaction commerciale en lien avec la Russie, dans n'importe quel endroit dans le monde, avec n'importe quel citoyen et entreprise, peut être considérée comme nuisible aux intérêts des États-Unis. Cette décision a introduit un tel élément de fragilité dans le commerce extérieur russe, notamment sur le commerce de l'acier, que le Kremlin a dû souhaiter négocier une sorte de *modus vivendi* sur le régime et l'application des sanctions américaines.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.iris-france.org/115822-sommet-dhelsinki-un-tournant-pour-les-relations-russo-americaines/>

Le site de l'IRIS est répertorié dans la rubrique THINKTANKS

de la "Communauté Défense et Sécurité" d'ESPRITSURCOUF.fr

[Retour au sommaire](#)

2- Europe, désir de durer, incapacité d'agir (Télos, Jean-Louis Bourlanges, Elie Cohen)

On croyait les sommets de la dernière chance conclus au petit matin réservés au sauvetage de l'euro quand il fallait jongler avec les fuseaux horaires pour rassurer les marchés. On croyait que les communiqués pesés au trébuchet relevaient d'un art convenu, celui d'une communauté qui met en scène sa dynamique d'intégration non sans avoir réservé des motifs de satisfaction à chaque égoïsme national. On savait enfin que chaque dirigeant national face à son opinion publique mettait en valeur les concessions arrachées et passait sous silence les concessions accordées. On découvre avec le sommet des 28 et 29 juin qu'une rencontre prévue de longue date pour traiter des graves déséquilibres structurels de la zone euro se mue en réunion de crise sur la question des migrants, surdéterminée par les enjeux domestiques de la coalition allemande au pouvoir, alors que le problème a perdu de son acuité réelle avec une baisse de 95% des flux de migrants par rapport au pic de octobre 2015.

Phénomène encore plus étrange, qui montre que l'Europe progresse depuis les compromis des matins blêmes de la politique agricole commune et encore davantage depuis les plans de sauvetage de l'euro, le compromis des 28 et 29 juin est littéralement illisible : que faut-il comprendre des zones de débarquement hors-UE sitôt annoncées sitôt rejetées, du traitement des réfugiés secondaires réglé en bilatéral sur une base volontaire mais qui aurait permis de sauver la coalition allemande ? que faut-il comprendre du sort de l'union bancaire relancée en apparence mais toujours encalminée, que vaut l'engagement d'un budget zone euro dont le sort dépend des 27 ? Avant de tenter une évaluation des résultats de la réunion de Bruxelles, il faut noter que l'accord politique pour saluer « ce grand succès » a été complet, alors même que les médias perplexes cherchaient à déchiffrer les termes des communiqués. Officiellement, le sommet de Bruxelles a accouché de deux types de communiqués : sur les migrations, les enjeux de défense et de sécurité, l'emploi, la croissance et la compétitivité, l'innovation et le numérique, d'un côté et sur l'avenir de l'union bancaire et du budget de

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 68

l'autre. Ce qui pendant un an avait occupé tous les esprits, motivé trois grands discours de Macron, à savoir la réforme de la zone euro, est évoqué en mode mineur, le Brexit ne trouve nulle place dans le communiqué. Quant à la programmation budgétaire à moyen terme le communiqué final se contente de renvoyer le sujet aux consultations entre la Commission et les États-membres. Étrange bilan !

S'agissant des migrations, la pression combinée des Italiens des Bavarois et du groupe de Visegrad a abouti à un accord qui entend organiser les flux migratoires passés et présents, sur la base du volontariat, en prévoyant trois types de traitement. *Un traitement en amont dans des pays à la périphérie de l'Union pour trier les demandes* et séparer le bon grain des réfugiés de l'ivraie des migrants économiques, ce qui revient à une forme de généralisation des solutions turques et libyennes. Le communiqué final insiste sur la création de plateformes régionales de débarquement opérés par le HCR dans des conditions d'humanité, conformes aux valeurs européennes et comme dispositifs anti-passeurs. *Un traitement au sein des pays de l'Union pour les migrants déjà là dans des centres d'accueil* pour accélérer le traitement des demandes et humaniser l'accueil des migrants avec l'aide du HCR. Là aussi, c'est sur la base du volontariat et avec des aides européennes que ces centres seront créés et gérés. Le retour rapide des déboutés du droit d'asile dans leurs pays d'origine doit s'accompagner d'un effort majeur d'aide à l'Afrique.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.telos-eu.com/fr/europe-desir-de-durer-et-incapacite-dagir.html>

[Retour au sommaire](#)

3- Trump veut une alliance stratégique au Moyen-Orient contre l'Iran (L'Orient le Jour, Reuters)

Washington souhaite forger avec ses alliés sunnites, en premier lieu desquels l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, une alliance stratégique sur le modèle de l'Otan.

L'administration Trump cherche à avancer dans la création d'une alliance sécuritaire et politique au Moyen-Orient avec les six pays arabes du Conseil de coopération du Golfe (CCG), l'Égypte et la Jordanie, dans le but de contrer l'influence de l'Iran dans la région, ont dit des représentants de pays concernés. Washington souhaite forger avec ses alliés sunnites, en premier lieu desquels l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, une alliance stratégique sur le modèle de l'Otan qui renforcerait leur coopération en matière de lutte contre le terrorisme, de défense antimissile, ainsi que leurs relations économiques et diplomatiques, a-t-on appris de quatre sources. La création d'une telle alliance pourrait accroître davantage les tensions entre les États-Unis et l'Iran chiite. Selon plusieurs sources, de nouvelles discussions sur ce projet, provisoirement baptisé Alliance stratégique pour le Moyen-Orient (ASMO), pourraient avoir lieu lors d'un sommet prévu pour le moment à Washington à la mi-octobre. La Maison blanche a confirmé qu'elle travaillait "depuis plusieurs mois" sur un concept d'alliance avec des alliés au Moyen-Orient. Une source américaine a rapporté que l'idée d'un pacte sécuritaire avait été émise par des représentants saoudiens l'année dernière, en amont de la visite de Donald Trump en Arabie saoudite, mais qu'aucune proposition formelle n'avait alors été effectuée. Riyad et Washington avaient cependant scellé des contrats d'un montant pouvant atteindre au final 350 milliards de dollars (300 milliards d'euros), dont un contrat d'armement de 110 milliards de dollars.

"Rempart"

Plusieurs sources de pays arabes impliqués dans les discussions ont dit être au courant des

nouveaux efforts pour concrétiser le projet d'alliance. "L'ASMO servira de rempart contre l'agression iranienne, le terrorisme, l'extrémisme et apportera la stabilité au Moyen-Orient", a déclaré un porte-parole du Conseil national de sécurité américain (NSC), qui a refusé de confirmer le calendrier des discussions. Par le passé, des initiatives similaires menées par les précédentes administrations américaines n'avaient pas abouti. Washington, Riyad et Abou Dhabi accusent l'Iran de mener des activités déstabilisatrices au Moyen-Orient et veulent contenir son influence grandissante dans la région. Depuis que Donald Trump a annoncé en mai le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le programme nucléaire iranien, les tensions entre Washington et Téhéran n'ont cessé de s'accroître. Une passe d'armes par déclarations interposées a eu lieu cette semaine entre le président américain et plusieurs dirigeants iraniens.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.lorientlejour.com/article/1127632/trump-veut-une-alliance-strategique-au-moyen-orient-contre-liran.html>

[*Retour au sommaire*](#)

DÉFENSES

1- Mesures d'organisation et d'adaptation de la défense 2019 (Défense.gouv.fr, dossier de presse)

Cette décision ministérielle s'inscrit dans le cadre de la Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025, votée par le Parlement le 28 juin 2018, et basée sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale publiée à l'automne 2017. La nouvelle LPM constitue une rupture avec la tendance observée pendant la précédente décennie. Elle prévoit le renouvellement de nos capacités opérationnelles, pour mettre fin aux carences du passé et préparer l'avenir. Elle offre à notre défense les moyens de son renouveau en se plaçant à hauteur d'homme, accordant une attention particulière aux femmes et aux hommes qui servent nos armées ainsi qu'à leurs familles. Dans un contexte particulier marqué par un environnement sécuritaire dégradé, la décision ministérielle traduit l'engagement du ministère pour une remontée substantielle de l'effort de Défense en 2019. L'accent sera notamment mis sur le renforcement des unités opérationnelles, du renseignement, de la cyberdéfense et de la sécurité-protection ainsi que sur la modernisation du ministère. Les directions et services de soutien feront l'objet d'une attention particulière pour faciliter l'accomplissement de leur mission et s'inscrire dans les objectifs de la LPM. Dans le même temps, les armées, directions et services bénéficieront d'un accroissement de leurs effectifs, ciblé sur les fonctions les plus sollicitées tout en poursuivant leur modernisation. Les mesures d'organisation et d'adaptation pour l'année 2019 comportent des créations, des densifications, des dissolutions, des réorganisations mais également des transferts géographiques. Les référentiels en organisation (REO) permettront, en fin d'année 2018, de traduire concrètement et précisément l'ensemble de ces mesures, qui intègrent une part de civilianisation de postes. Cette manœuvre humaine complexe s'accompagnera de concertation et dialogue social. Ces mesures d'organisation seront ainsi présentées et expliquées dans chaque armée, direction et service à l'ensemble du personnel civil et militaire concerné ainsi qu'aux organisations syndicales représentatives lors des comités techniques de réseau. Un arrêté fixant la liste des opérations d'organisation sera publié avant le 31 décembre 2018. Il fixera la liste exhaustive et détaillée des organismes comportant des emplois pouvant bénéficier du plan d'accompagnement des restructurations et ouvrant droit à certaines indemnités.

Téléchargez le dossier de presse intégral, à partir du lien ci-dessous :

<https://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/mesures-d-organisation-et-d-adaptation-de-la-defense-2019>

Le site du Ministère de la Défense est répertorié dans la rubrique

INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES

de la "Communauté Défense et Sécurité" d'ESPRI SURCOUF.fr

2- En 2019, la marine nationale va gagner sept équipages et en perdre cinq (OPEX 360, Laurent Lagneau)

Conformément à ce qu'avait annoncé son chef d'état-major, l'amiral Christophe Prazuck, la Marine nationale doublera, en 2019, les équipages de ses frégates multimissions [FREMM]. Du moins, et selon les dernières « mesures d'organisation et d'adaptation de la défense », ce sera le cas pour deux d'entre-elles, à savoir les navires « Aquitaine » [basé à Brest] et « Languedoc » [Toulon]. Sans doute que le tour des FREMM Provence, Auvergne et Bretagne (qui vient d'être réceptionnée par la DGA) viendra plus tard.

« Dans mon plan stratégique [Mercator, ndlr], je souhaite doubler les équipages de FREMM, à l'instar de ce qui est pratiqué dans les sous-marins, afin de garantir aux équipages de la prévisibilité sur leurs programmes d'activité », avait expliqué l'amiral Prazuck, lors d'une récente audition parlementaire, après avoir admis que la Marine avait été « trop loin » dans la réduction des équipages de ses nouvelles frégates. En outre, il est également prévu de créer un deuxième équipage pour le patrouilleur de service public [PSP] « Flamant », qui, basé à Cherbourg, est mis en oeuvre par 20 marins, ainsi que pour les bâtiments de soutien et d'assistance hauturier « Seine » et « Garonne ». Afin de permettre l'armement, la conduite des essais et la « montée en puissance opérationnelle » de nouvelles unités en vue de leur admission au service actif, les mesures annoncées pour 2019 prévoient la création d'un « noyau d'équipage » pour la première frégate multimission de défense aérienne « Alsace » ainsi que pour le sous-marin nucléaire d'attaque Duguay-Trouin (type Barracuda). La livraison de ces deux navires est attendue en 2021.

3- Sentinelle : protection renforcée pour le festival « Les Nuits de Fourvière » à Lyon (Défense, actualités)

Festival culturel pluridisciplinaire depuis 1946, « Les Nuits de Fourvière » proposent chaque année, pendant les mois de juin et de juillet près d'une soixantaine de prestations et rassemblent plus de 130 000 visiteurs chaque été. Fruit d'une forte coopération entre les différents acteurs de la sécurité et d'une anticipation en amont, le déploiement de l'échelon de renforcement planifié de la force Sentinelle a permis d'assurer la sécurité des festivaliers. Pour assurer la sécurité des Français et répondre au défi sécuritaire posé par cet afflux de festivaliers à Lyon, des soldats de l'échelon de renforcement planifié ont été engagés durant tout le mois de juillet pour participer à la sécurisation de l'évènement, en renfort des effectifs de la force Sentinelle déployés sur Lyon. L'échelon de renforcement planifié rend le dispositif plus souple d'emploi en permettant des bascules d'effort. Il repose sur un engagement des forces en fonction des besoins étant ainsi plus à même de concentrer les efforts là où l'évolution de la menace et la tenue d'évènements particuliers nécessitent de renforcer le dispositif. A cette occasion, les soldats engagés dans le cadre de la sécurisation des « Nuits de Fourvière » ont pu profiter pleinement de l'avancée technologique permise par le nouveau système Auxyllum. Ce système, initié et développé par l'armée de Terre s'appuie sur la technologie de la 4G mobile de type smartphone. Il permet d'accéder à un ensemble d'outils numériques utiles aux soldats sur le terrain. En fluidifiant les communications et en accélérant les échanges d'information, Auxyllum optimise la boucle décisionnelle de la force Sentinelle, constituant de ce fait un réel

facteur de supériorité opérationnelle et technologique. La concertation et le dialogue permanent entre les différents acteurs de la sécurité, mais aussi l'anticipation des besoins liés à l'organisation de ces festivités, ont permis au public de profiter de ce moment festif en toute sécurité, contribuant au plein succès des Nuits de Fourvière. *Lancée à la suite des attentats de janvier 2015, l'opération Sentinelle est une opération militaire de lutte contre le terrorisme visant à renforcer la protection des Français, avec des moyens militaires (humains et matériels) mettant en œuvre des savoir-faire militaires, aux côtés et en complément des forces de sécurité intérieures. 7 000 militaires sont engagés dans l'opération avec une capacité de monter le dispositif à 10 000 militaires, sur ordre du Président de la République, sur faible préavis en cas de surprise stratégique ou pour faire face à un événement d'ampleur exceptionnelle. Disposant d'un mode d'action dynamique, les militaires s'adaptent et se coordonnent pour se déployer là où la menace est présente, dans le cadre d'un dialogue civilo-militaire accru à tous les niveaux qui permet d'ajuster le dispositif aux besoins de protection du moment.*

[Retour au sommaire](#)

ÉCONOMIES

1- Le PIB français stagne à 0,2% au deuxième trimestre, pénalisé par les grèves (La Tribune)

Ces derniers mois ont été marqués notamment par les grèves à la SNCF et Air France, dont l'Insee estimait avant l'été qu'elles auraient un impact négatif de 0,1 point de PIB "au plus". (Crédits : Philippe Wojazer) Le trou d'air de début d'année s'est poursuivi au deuxième trimestre pour la croissance française, avec une hausse du PIB de (seulement) 0,2% entre avril et juin. Pendant la saison printanière, les grèves des transports ont particulièrement pesé sur la hausse de l'activité, indique l'Insee. Cette mauvaise performance complique sérieusement l'objectif gouvernemental d'atteindre 2% de hausse du PIB en 2018. Le rythme de croissance de l'économie française est **resté inchangé à 0,2% au deuxième trimestre**, un niveau inférieur aux attentes, du fait de la faiblesse de la consommation des ménages qui a notamment été affectée par les grèves dans les transports, selon la première estimation publiée vendredi par l'Insee. Après la hausse de 0,2% du premier trimestre, la plus faible enregistrée depuis l'été 2016, les économistes interrogés par Reuters tablaient en moyenne sur un léger mieux (+ 0,3%) pour le PIB de la période avril-juin, un niveau anticipé également par l'Insee dans sa dernière note de conjoncture comme par la Banque de France. L'acquis de croissance pour 2018, à savoir l'évolution du PIB si l'activité stagnait au cours des deux prochains trimestres, se situait à 1,3% au 30 juin.

L'objectif de 2% difficilement atteignable

À ce niveau, l'objectif de 2% retenu par le gouvernement dans le programme de stabilité des finances publiques, remis en avril à la Commission européenne, sera très difficile à atteindre, l'Insee tablant pour sa part sur **une croissance limitée à 1,7%** dans sa première prévision publiée en juin. Le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire a déjà indiqué que cet objectif pourrait être révisé à la rentrée, lors de la présentation du projet de loi de finances 2019, en tenant compte des chiffres du deuxième trimestre. Ces derniers mois ont été marqués notamment par les grèves à la SNCF et Air France, dont l'Insee estimait avant l'été qu'elles auraient un impact négatif de 0,1 point de PIB "au plus". L'institut souligne ce 27 juillet que ces conflits ont pénalisé la consommation des ménages en services, qui ont tout juste progressé de 0,1% contre de l'ordre de 0,5% en temps normal, leurs dépenses de transport reculant de 3,2%. Dans le même temps, la consommation des Français en biens a reculé de 0,3% en raison de la faiblesse des dépenses en énergie, liée aux températures supérieures à la normale, et en biens alimentaires.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.latribune.fr/economie/france/le-pib-francais-stagne-a-0-2-au-deuxieme-trimestre-penalise-par-les-greves-786397.html>

[Retour au sommaire](#)

2- L'ONG Greenpeace, impliquée dans la guerre économique ? (Infoguerre, Thibault Kerlirzin)

Greenpeace est l'une des plus célèbres ONG de protection de l'environnement, avec près d'un demi-siècle d'existence et une présence dans une cinquantaine de pays. Elle jouit d'une aura qui semble inoxydable. Pourtant, l'organisation militante s'est fourvoyée à plusieurs reprises – l'affaire de la plateforme Brent Spar en est une illustration. D'autres fois, elle se montra étonnamment discrète, comme dans la catastrophe de la marée noire de Deepwater Horizon de British Petroleum – une entreprise contre laquelle Greenpeace est arrangeante. Épars, ces faits peuvent décevoir par rapport aux attentes que nous pourrions avoir de défenseurs de l'environnement. Répétés, ils interrogent. Greenpeace est-elle vraiment ce qu'elle prétend être ? Une grille de lecture orientée guerre économique l'infirmes. La guerre cognitive qui en est le corollaire opère à deux niveaux : la cognition comme connaissance et par extension l'accès à celle-ci, et la cognition comme processus technique de construction de la réalité par le cerveau en fonction des données qu'il reçoit, traite et met en forme pour faire une analyse intelligible d'une situation. Ceci posé, Greenpeace doit être mise à l'épreuve des faits et des sources. Une étude du fonctionnement de l'ONG proposée dans *Greenpeace, une ONG à double-fond(s)* met ainsi en lumière que son auto-présentation « David contre Goliath » est usurpée, avec un budget annuel autour de 350 millions d'euros, deux directrices exécutives dont le salaire mensuel avoisine les 8 000 euros chacune, et deux tiers des dépenses de l'organisation attribués à d'autres fins qu'aux campagnes. Ou plutôt certaines campagnes : on s'étonnera par exemple de l'absence de budget attribué par Greenpeace USA pour la lutte contre les OGM dans ce pays. Si l'ONG a un fonctionnement douteux, est-elle pour autant fiable dans ses campagnes ? *Greenpeace, une ONG à double-fond(s)* souligne que tel n'est pas le cas pour les trois guerres de l'information qu'il analyse. Ils portent sur des domaines stratégiques et des entreprises françaises qui le sont tout autant (Total pour le pétrole des sables bitumineux d'Alberta et le pétrole marin à proximité du récif de l'Amazone, EDF pour le nucléaire). Pour Total, Greenpeace pratique un ciblage à deux vitesses, laissant tranquilles les entreprises canadiennes, chinoises et américaines en Alberta, et les entreprises brésiliennes dans le bassin de l'Amazone. Sur le fond, Greenpeace publie des chiffres et des faits alarmants. Mais ils sont soit faux, soit orientés et relèvent d'un marketing de la peur contraire à l'honnêteté intellectuelle et à l'information éclairée. En outre, les solutions que propose l'ONG s'avèrent parfois particulièrement dangereuses pour l'environnement et pour l'humain. Contre le nucléaire, son scénario de transition énergétique préconise ainsi la généralisation des voitures électriques (dont les besoins en cobalt et en lithium massacrent les écosystèmes et impactent les populations), les écrans LCD (faits avec le très polluant trifluorure d'azote et de l'indium, un matériau en raréfaction qui sert pourtant à faire les LED qui équipent le Rainbow Warrior III) ou encore l'éolien (au cœur de nombreux scandales et dont le néodyme requis pour ses aimants est un désastre écologique). Sans candeur aucune, Greenpeace ment sciemment et pour des raisons douteuses. Sa guerre contre les sables bitumineux bénéficie de généreux dons de plusieurs centaines de milliers de dollars émanant de la branche canadienne de la Tides Foundation, connue pour être une ONG écran qui rebascule les fonds d'un mécène vers d'autres organisations. Ce sont en l'occurrence des fondations Rockefeller, passées au business de la transition énergétique, qui jouent un rôle déterminant dans la guerre au pétrole (un comble). Dans le bassin de l'Amazone, l'enjeu relève de la financiarisation des services écosystémiques mais aussi de l'accès aux minerais sous-marins, très prisés des constructeurs de micro-informatique (germanium, baryum, etc.). Il est donc logique que plusieurs sections de Greenpeace soient généreusement financées notamment par la Fondation Packard (des ordinateurs du même nom) au nom de la protection et de la privatisation des océans.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://infoguerre.fr/2018/07/long-greenpeace-impliquee-guerre-economique/>

[Retour au sommaire](#)

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 68

3- L'Inde cherche des pièces dé-tachées pour faire voler ses vieux avions Jaguar (OPEX 360, Laurent Lagneau)

Depuis 2011, le constructeur aéronautique indien Hindustan Aeronautics Limited [HAL] est engagé dans le programme Darin III, qui vise à améliorer la capacité de frappe des avions Jaguar (ou « Shamsher ») actuellement en service au sein de l'Indian Air Force. Cette modernisation prévoit également une nouvelle motorisation ainsi que l'intégration d'une avionique améliorée et des systèmes de communications et autres capteurs dernier cri, comme le radar EL / M-2052 à balayage électronique de l'israélien Elta. Ce programme prévoit « une utilisation optimale des fonds [...] pour donner une nouvelle vie opérationnelle » à ces avions « pour 20 autres années », a expliqué un haut responsable du ministère indien de la Défense, dont les propos ont été rapportés par Defense News. Il est question d'investir 3 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, a-t-il ajouté. Le problème est que, les chaînes d'assemblage des Jaguar ayant été fermées depuis longtemps, y compris en Inde où cet appareil a été produit sous licence, l'approvisionnement en pièces détachées est compliqué. D'où l'appel à d'anciens utilisateurs de cet avion. L'an passé, l'on apprenait que New Delhi négociait l'achat de 31 cellule de Jaguar ayant volé sous les couleurs françaises. Finalement, d'après un fonctionnaire indien, ces dernières ont été cédées gratuitement par Paris. Même chose pour Oman, qui fournira deux avions déclassés. En revanche, le Royaume-Uni a demandé un « prix dérisoire » (407.000 dollars) pour deux cellules de Jaguar biplace et des pièces de rechange. Cela étant, modernisation ou pas, la recherche de pièces détachées est un impératif pour l'IAF, qui, pour le moment, ne peut pas se permettre de se passer de ses Jaguar afin de maintenir le nombre de ses escadrons à 31 (contre 42 requis). Toutefois, elle recevra prochainement 36 Rafale et un appel d'offre pour acquérir 111 autres avions de combat devrait être lancé bientôt. En outre, le programme HAL Tejas se poursuit. La remise à niveau des Jaguar indiens passe également par leur remotorisation. L'Inde finalise actuellement l'achat de 200 réacteurs F-125IN de Honeywell afin de remplacer les Adour Mk811. De quoi faire voler 80 appareils et de garder 40 moteurs en réserve. Cela veut dire que sur les 118 Jaguar encore en service au sein de l'IAF, 38 devraient être « cannibalisés » pour récupérer les pièces en bon état pour faire voler les 80 qui seront chacun dotés de moteurs F-125IN. Cependant, et alors que le rythme de la modernisation des Jaguar est déjà lent, l'intégration de nouveaux moteurs va demander des travaux d'adaptation importants, ce qui risque de retarder davantage ce programme.

[Retour au sommaire](#)

4- Renouvellement des missiles d'interception de combat et d'autodéfense (MICA) (Défense, DICOD, Asp Genua Melissa)

Florence Parly, ministre des Armées, a réuni le 24 juillet un Comité ministériel d'investissement à l'issue duquel elle a lancé la réalisation du programme d'armement « MICA nouvelle génération » (MICA NG). Ce programme de missiles permettra de renouveler la capacité d'interception à moyenne distance, de combat rapproché et d'autoprotection des Mirage 2000 et des Rafale de l'armée de l'Air et de la Marine nationale. Ces missiles MICA NG remplaceront les actuels MICA, dont le retrait de service progressif est attendu entre 2018 et 2030. Les performances de ce nouveau missile permettront de faire face à l'évolution des menaces et des protections adverses, pour assurer la protection du territoire national, l'acquisition et le maintien de la supériorité aérienne et la protection de raids. Ces missiles seront développés en deux versions – autodirecteur infrarouge (IR) et électromagnétique (EM) –, et livrés entre 2026 et 2031. Ses innovations dans les domaines des autodirecteurs et de la propulsion, ses capacités

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 68

sol-air au travers de la version VL MICA et sa résilience aux normes normes ITAR (International Traffic in Arms Regulations) dotent le MICA NG d'un fort potentiel export. Ces perspectives d'exportations ont été prises en compte dans la négociation contractuelle avec l'industriel pour mieux répartir les efforts de financement et les bénéfices attendus. Ainsi, une part très significative des coûts de développement du missile sont supportés par les industriels titulaires de ce contrat (MBDA, Safran et Thales). En outre, le marché d'acquisition prévoit des redevances au profit de l'Etat, ainsi qu'un mécanisme de réduction du prix des missiles achetés par la France en cas d'atteinte des objectifs d'exportation.

Le site de la DICOD est répertorié dans la rubrique

INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES

de la "Communauté Défense et Sécurité" d'ESPRITSURCOUF.fr

[Retour au sommaire](#)



Prend le large cet été, en juillet et aout.

Il parait tous les quinze jours.

Vous retrouverez La Revue de Presse

les lundis 2,16 et 30 juillet, les 13 et 27 aout.

Nous reprendrons notre rythme hebdomadaire à partir du 3 septembre.

Bonnes vacances, Bonne lecture et au lundi 13 aout 2018.

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 68